

englobant aussi la sécurité civile ou même la fiscalité. La deuxième originalité, qui découle d'un parti pris méthodologique, est de ne pas segmenter la réalité en secteurs d'activités pour, au contraire, maintenir une lecture qui soit systématiquement transversale des problèmes, mettant l'accent sur les imbrications existant entre les différents domaines, qu'ils soient économiques, sociaux ou environnementaux. Enfin, la troisième novation dont cette réflexion est porteuse réside dans le fait qu'elle prolonge la transversalité des thématiques par une approche globale des processus, des acteurs et des échelles d'action engagées dans les projets de « ville durable ». En ce sens, elle ouvre des perspectives de recherche enrichissantes pour tous ceux qui s'intéressent aux applications du concept de « développement durable », aujourd'hui si présent dans le discours politique.

Muriel RAMBOUR

Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, CRPS
Institut d'études politiques de Strasbourg, GSPE-PRISME

BORRAZ (Olivier) – *Les politiques du risque*. – Paris, Presses de Sciences Po, 2008 (Académique. Gouvernances). 296 p. Bibliogr.

Cet ouvrage apporte une contribution importante à l'analyse des risques et du rôle de l'État dans le gouvernement des sociétés contemporaines. Son originalité par rapport à d'autres ouvrages récents consacrés à l'analyse des risques – on pense par exemple aux travaux de Claude Gilbert et d'Emmanuel Henry – réside principalement dans le choix de la démarche : appréhender le risque à travers les principales étapes de son parcours de vie. Olivier Borraz dessine en effet avec précision les contours d'une approche sociologique de l'objet « risque collectif » : pourquoi, comment, où et par qui certaines activités sont-elles qualifiées de risques et font ensuite l'objet d'un double traitement, politique et technique, dans le cadre de la sécurité sanitaire ? Au-delà de l'analyse des risques, l'auteur étudie la manière dont les formes de traitement des risques mobilisées par l'État et les acteurs publics permettent d'interroger la capacité de l'État moderne à assurer la sécurité de sa population face à la multiplication des menaces pesant sur la santé et l'environnement.

Malgré de fréquents éclairages comparatifs (États-Unis, Grande-Bretagne, Union européenne), Olivier Borraz consacre l'essentiel de son étude au « cas exemplaire » que constitue la France du point de vue de l'analyse des risques. À partir d'une lecture minutieuse de la littérature consacrée aux mouvements sociaux et à l'analyse du risque, la France offre en effet l'opportunité d'examiner, dans un même contexte, le risque comme enjeu de mobilisation, source de déstabilisation de l'ordre social et politique, et enfin comme facteur de réforme. L'auteur s'appuie sur un matériau empirique très riche, principalement issu de ses travaux sur l'utilisation des boues d'épuration urbaines en agriculture et les antennes relais de téléphonie mobile, qu'il met en perspective grâce à de fréquentes références à diverses crises environnementales et sanitaires (vache folle, sang contaminé, sida, etc.).

Dans la première partie consacrée à la construction sociale et politique des risques, Olivier Borraz explore les dynamiques de politisation de certaines activités. Il montre que l'on ne peut identifier de spécificité des activités mises en risque, des territoires du risque ou encore de formes semblables d'émergence. La mise en risque de ces activités – à l'échelle locale, à celle du territoire – résulte en effet d'un processus spécifique de politisation, de mise en conflit de problèmes qui étaient jusque-là définis et traités sur une base sectorielle (l'agriculture pour les boues d'épandage, la régulation des activités technologiques pour les antennes relais). Une fois « projetées » dans la catégorie des risques, ces activités font l'objet de formes de traitement distinctes, propres au cadre de la sécurité sanitaire, dont l'analyse fait l'objet de la seconde partie de l'ouvrage. Pour l'auteur, cette analyse permet en effet de s'interroger sur la réorganisation des activités de production des savoirs et de l'expertise au sein de l'État, en lien avec l'émergence de cadres d'action publique transversaux comme celui de la sécurité sanitaire. De ce point de vue, son analyse rejoint les travaux consacrés à l'émergence d'un éventuel

cadre de la protection environnementale sur la définition et le traitement de problèmes autrefois inscrits dans un secteur d'action publique spécifique (les déchets nucléaires, le bruit des avions, etc.).

Olivier Borraz montre ainsi que la gestion politique des risques se caractérise par le maintien d'une approche technocratique de la décision et par la capacité de résistance d'un régime de régulation de nature corporatiste. L'affirmation de ce monopole étatique dans la gestion des risques se manifeste cependant par des formes renouvelées de légitimation de ce régime de régulation. Au niveau national (et européen), la légitimation de ce régime de régulation passe par des logiques de dépolitisation (instruments, procédures de normalisation, de standardisation) du traitement des risques. À l'échelle des territoires, ce processus de légitimation se manifeste par le rôle croissant d'acteurs non étatiques (associations, entreprises, collectivités locales, etc.) qui négocient les modalités d'encadrement de ces activités.

En conclusion de l'ouvrage et dans une esquisse de comparaison avec d'autres systèmes politiques (États-Unis, Union européenne), Olivier Borraz montre qu'en France, le risque constitue un facteur d'évolution vers un État régulateur, sans que ce processus contribue pour autant à la démocratisation des formes de production et de mise en œuvre des règles collectives (prise en compte des attentes du public, ouverture du processus décisionnel).

À partir d'une analyse des risques, Olivier Borraz contribue ainsi aux réflexions en cours sur la recomposition du rôle de l'État en France. Il constate en effet la persistance, voire le renforcement de certains traits du modèle français de production et de mise en œuvre de l'action publique, et notamment le rôle structurant de formes de régulation de type néo-corporatiste. Le choix d'une démarche comparative plus systématique, avec d'autres systèmes politiques et/ou d'autres secteurs d'action publique permettrait de poursuivre l'analyse : en quoi les mécanismes et les effets de ce processus de recomposition de l'État sont-ils spécifiques à la France ? Quel est le statut du cadre de la sécurité sanitaire pour l'analyse de l'action publique ? Celui-ci contribue-t-il au réaligement d'autres politiques, à la redéfinition des problèmes et à l'ajustement des formes de production des savoirs et de l'expertise ? Le fait de centrer l'analyse sur les activités mises en risque (et non sur celles ayant fait l'objet d'un traitement sectoriel, ou d'une projection dans le cadre de la protection environnementale) pourrait en effet conduire à surestimer le rôle du cadre de la sécurité sanitaire pour l'analyse de l'action publique.

L'ouvrage contribue également aux réflexions actuelles sur l'évolution du lien entre action publique et activité politique, en proposant des pistes de travail qui mériteraient d'être approfondies. En ce qui concerne les effets des mouvements sociaux sur la recomposition des formes de production de l'action publique, l'auteur constate que les dynamiques de l'action collective n'expliquent qu'en partie les processus de politisation des activités contestées. Mais qu'en est-il de leurs effets à plus long terme sur les formes de traitement des risques, et en particulier sur les choix et les combinaisons d'instruments (contrats, chartes, standards, etc.) ? Sur les négociations menées au niveau local avec des acteurs non étatiques pour définir les modalités de leur encadrement ? L'auteur identifie également l'émergence de formes originales de combinaison entre des logiques de politisation et de dépolitisation des problèmes publics. Si l'on prend au sérieux l'hypothèse selon laquelle une transformation du rôle du politique dans la production et la mise en œuvre des règles collectives serait en cours, comment s'articulent alors les logiques de dépolitisation à l'œuvre à l'échelle du secteur (normalisation, standardisation, etc.) avec les logiques de (re)politisation observées à l'échelle du territoire ?

La lecture du livre d'Olivier Borraz s'avère ainsi indispensable pour son analyse fine et précise de l'objet « risque collectif » et, d'une manière plus générale, pour sa contribution aux débats en cours sur la transformation du rôle de l'État et ses effets sur le lien entre action publique et activité politique.

Charlotte HALPERN
Sciences Po, Institut d'études politiques de Grenoble, PACTE